

Zimbabwe/Politique

Le président Mugabe détenu par l'armée

AFP
Harare/Zimbabwe

Celle-ci, déployée dans la capitale, se défend toutefois de mener un coup d'Etat "contre le gouvernement".

L'ARMÉE zimbabwéenne a placé hier le président Robert Mugabe, 93 ans, en résidence surveillée et pris le contrôle de Harare dans une opération dirigée, selon elle, contre l'entourage du plus vieux dirigeant en exercice de la planète.

Malgré les apparences contraires, les militaires ont assuré que leur intervention n'était pas "un coup d'Etat militaire contre le gouvernement".

"Nous ne faisons que viser les criminels qui entourent le chef de l'Etat, a déclaré le général Sibusiso Moyo, dans une allocution diffusée en pleine nuit par la télévision nationale. "Dès que notre mission sera accomplie, nous nous attendons à ce que la situation retourne à la normale", a-t-il ajouté.

L'entrée en scène de l'armée, une première dans ce pays pauvre d'Afrique australe, intervient au moment de batailles pour la succession de Robert Mugabe, qui règne d'une poigne de fer sur le pays depuis son indépendance en 1980.

Le chef de l'armée est entré en conflit ouvert avec le chef de l'Etat après le limogeage la semaine dernière du vice-président



Photo : AFP

Le président Robert Mugabe est maintenu en résidence surveillée depuis la nuit de mardi. "Un coup d'Etat apparent", a condamné l'Union africaine.

Emmerson Mnangagwa, longtemps présenté comme son dauphin. Hier matin, des soldats et des véhicules blindés ont encerclé le Parlement, le siège du parti au pouvoir, la Zanu-PF, et la Cour suprême, interdisant leur accès à tout véhicule, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le président Mugabe a fait savoir qu'il était retenu à son domicile par les militaires, dans un entretien téléphonique avec son homologue sud-africain Jacob Zuma rapporté par Pretoria. Il a précisé qu'il allait bien.

Un témoin avait précédemment raconté à l'AFP avoir entendu des échanges de coups de feu nourris près de sa maison

"peu après 02H00 du matin" (01H00 au Gabon). "COUP D'ETAT APPARENT" • "Nous assurons à la Nation que son Excellence le président (...) et sa famille sont sains et saufs et que leur sécurité est garantie", a pour sa part assuré le général Moyo dans sa déclaration.

Malgré les barrages déployés par l'armée, la capitale a semblé fonctionner normalement toute la journée.

Dans les rues, de nombreux Zimbabwéens ont confié leur surprise face aux événements de la nuit. "Nous ne savons pas tout ce que cela signifie et nous ne savons pas quoi faire", a confié Karen Mvelani, un étudiant de 21 ans.

Hier en fin de journée, la

plus grande confusion continuait à régner sur l'identité de ceux qui ont pris le contrôle du pays.

Par la voix de son président, le Guinéen Apha Condé, l'Union africaine (UA) a dénoncé "ce qui apparaît comme un coup d'Etat". Elle a également exigé "immédiatement le rétablissement de l'ordre constitutionnel".

Fidèle soutien de M. Mugabe, M. Zuma s'est dit "très préoccupé" par la situation et a dépêché, au nom de l'organisation régionale d'Afrique australe (SADC) qu'il préside, deux de ses ministres à Harare pour y rencontrer M. Mugabe et l'armée.

"Les militaires essaient difficilement de faire croire que ce qui se passe n'est pas un coup d'Etat pour ne pas subir les foudres de la SADC et de l'UA", a noté l'analyste Derek Matyszak, de l'Institut pour les études de sécurité (ISS) de Pretoria.

Après plusieurs jours de très vives tensions, l'opération de l'armée, jusqu'à considérée comme un pilier du régime, constitue un défi sans précédent à l'autorité de Robert Mugabe.

"TRANSITION" • Lundi, le chef d'état-major, le général Constantino Chiwenga, avait publiquement dénoncé la décision du chef de l'Etat de limoger le vice-président Mnangagwa. L'armée pourrait "intervenir" si cette "purge" ne cesse pas au sein du parti présidentiel, avait-il menacé.

Le parti du président a accusé en retour mardi le

militaire de "conduite relevant de la trahison" et dénoncé sa volonté "d'encourager au soulèvement".

Le général Chiwenga et M. Mnangagwa ont tous deux été des figures importantes de la lutte pour l'indépendance de l'ancienne colonie britannique, aux côtés de l'actuel chef de l'Etat.

"L'armée va probablement négocier une transition au profit du vice-président évincé", a anticipé l'analyste Theophilus Acheampong, du centre d'études IHS.

L'ancien vice-président Mnangagwa, 75 ans, a été démis de ses fonctions la semaine dernière et contraint à l'exil après un bras de fer avec la Première dame, Grace Mugabe, 52 ans, qui ne cache pas son ambition de succéder à son époux.

Il a accusé la deuxième épouse du président d'avoir tenté de l'empoisonner pour l'éliminer, suscitant une vive réaction de l'intéressée qui a obtenu son éviction.

Figure controversée, connue pour ses accès de colère et son goût du luxe, Mme Mugabe, qui dirige la puissante Ligue des femmes de la Zanu-PF, compte de nombreux opposants au sein du parti au pouvoir et du gouvernement.

A la tête depuis trente-sept ans d'un régime autoritaire et répressif, Robert Mugabe a déjà été investi par la Zanu-PF pour la présidentielle de 2018, malgré son âge et sa santé fragile.

L'Afrique en bref

• Angola/Politique. Isabel Dos Santos limogé de la présidence de la Sonangol



Photo : AFP

La PDG de la compagnie pétrolière nationale (Sonangol) Isabel dos Santos, fille de l'ex-chef de l'Etat José Eduardo dos Santos et symbole du népotisme reproché à son régime, a été limogée hier par le nouveau président angolais Joao Lourenço.

• Kenya/Présidentielle. Deux recours à l'examen

La Cour suprême kényane a commencé hier à examiner deux recours visant à obtenir l'annulation de l'élection présidentielle du 26 octobre, remportée par le sortant Uhuru Kenyatta avec 98% des voix et boycottée par l'opposition.

• RDCongo/Politique. Des manifestants arrêtés

Une quarantaine de manifestants ont été arrêtés hier en République démocratique du Congo, a indiqué à l'AFP un des mouvements à l'origine d'une journée de mobilisation contre le calendrier électoral qui prolonge de fait jusqu'à fin 2018 le pouvoir du président Joseph Kabila.

A travers le monde

• Etats-Unis/Politique. Encore une résolution de destitution contre Trump au Congrès

Pour la troisième fois cette année, un élu démocrate de la Chambre des représentants des Etats-Unis a présenté une résolution de destitution du président Donald Trump, accusé notamment d'entrave à l'enquête sur l'ingérence russe dans la campagne de 2016.

• France-Belgique/Attentat. Le jihadiste Mehdi Nemmouche inculpé à Paris

Soupçonné d'avoir été l'un des géoliers de quatre journalistes français otages en Syrie en 2013-2014, le jihadiste Mehdi Nemmouche, également auteur présumé de la tuerie du Musée juif à Bruxelles, a été inculpé hier à Paris.

• Liban/Politique. Beyrouth accuse Ryad de détenir Hariri

Le président libanais Michel Aoun a durci le ton hier contre l'Arabie saoudite, l'accusant de détenir le Premier ministre Saad Hariri, au moment où la France met la pression en faveur du retour du dirigeant démissionnaire dans son pays.

Centrafrique/Paix et sécurité

Minusca : 900 militaires de plus

AFP
Nations unies/Etats-Unis

LE Conseil de sécurité

de l'Onu a voté hier à l'unanimité un prolongement d'un an de sa mission de paix en Centrafrique qui sera renforcée de 900 militaires et devra être plus mo-

bile et réactive. Ce renforcement de la Minusca avait été demandé par le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres qui a mis en garde

contre un risque de nettoyage ethnique dans le pays.

En vertu de la résolution adoptée, rédigée par la France, la force est autorisée à déployer sur le terrain jusqu'à 11 650 personnes, dont 2 080 policiers et 480 observateurs militaires.

Elle devrait permettre à l'Onu d'enrayer la "spirale de violences et recréer une dynamique positive en République Centrafricaine", a jugé l'ambassadeur français à l'Onu, François Delattre. La résolution prévoit que les troupes de la Minusca soient plus mobiles et réactives. Il faut "tout faire pour augmenter son efficacité et sa capacité sur le terrain", a souligné Antonio Guterres lors d'une récente visite dans le pays, sa première auprès d'une opération de paix depuis

son entrée en fonctions en janvier.

La Minusca, qui peine à rétablir l'ordre, a perdu 12 soldats depuis début 2017.

La Centrafrique est emboîchée dans un conflit depuis le renversement en 2013 du président François Bozizé par une coalition pro-musulmane (l'ex-Séléka), qui a entraîné une contre-offensive de milices prochrétiennes et s'auto-proclamees d'"auto-défense" (antibalaka, ou antimachettes).

En raison des violences, plus de 600 000 personnes sont déplacées en Centrafrique et 500 000 sont réfugiées dans des pays voisins. Environ 2,4 millions de Centrafricains, soit la moitié de la population, sont dépendants d'une aide internationale.

C'est arrivé...

Le plus grand chat du monde porté disparu après un incendie

LE plus grand chat domestique du monde, Arcturus, et son congénère Cignus, lui aussi détenteur d'un record dans le livre Guinness, sont portés disparus depuis l'incendie dimanche matin à Détroit du domicile de leurs propriétaires, ont rapporté ces derniers lundi.

Arcturus, un savannah de 53,6 cm de haut et Cignus, un maine coon qui est le chat possédant le plus longue queue du monde (44,5 cm), ont probablement péri par les flammes mais les propriétaires Lauren et Will Powers nourrissent l'espoir qu'ils aient réussi à s'échapper.

"J'ai essayé de sauver les chats mais je n'ai

pas réussi à les trouver avant que la fumée ne m'atteigne. Nous sommes quasiment certains qu'ils ont tous péri", a expliqué Will Powers sur sa page Facebook, indiquant qu'il était toutefois parvenu à laisser les portes ouvertes derrière lui pour que les félins puissent s'échapper.

De nombreux amoureux des animaux ont participé à la levée de fond organisée par les Powers pour financer leur refuge pour chats Ferndale Cat Shelter. Cette opération baptisée "Arcturus et Cignus" avait rassemblé plus de 2 400 dollars (près de 1,4 million de francs) lundi à la mi-journée.

... à Détroit, Michigan (Etats-Unis)